



8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr



MACRON DECLARE LA GUERRE AUX TRAVAILLEURS !

La CGT n'est ni pro ni anti-vaccin. Elle défend les principes du discernement, de l'évaluation, de l'analyse, du libre consentement et des décisions individuelles qui en découlent. Elle les respecte quelles qu'elles soient. La réflexion est souvent porteuse de conseils précieux.

Les annonces de Macron sont d'une violence extrême contre l'ensemble des travailleurs et notre modèle social, mais particulièrement contre le personnel soignant comme ceux qui travaillent au plus près des plus faibles et des plus fragiles.

Rendre coupable et responsable des potentielles mesures restrictives à venir les salariés du sanitaire, du médico-social et du social, qui se sont battus pendant des mois sans protection, sans moyens, au péril de leur vie, qui ont soigné coûte que coûte, qui ont obéi sans réticence est profondément abject, inhumain et méprisant, particulièrement par un président de la République.

Après avoir stigmatisé la jeunesse et son « inconscience » dire que la propagation du virus serait de la responsabilité de ces personnels est une pure escroquerie intellectuelle. Par le passé, les contaminations à l'hôpital se sont faites par les malades par manque de moyens, dont les tests, et une carence de personnel, de lits pour la prise en charge, et c'est toujours le cas. Des années de restrictions financières à l'hôpital public, dans

les EHPAD sont la cause de ces décès, qui dans la plupart des cas, auraient pu être évités si les établissements étaient ce qu'ils devraient être.

La vaccination n'est pas obligatoire mais elle l'est pour ces personnels. Les non vaccinés seront sanctionnés voire radiés de leurs fonctions et licenciés.

Comment peut-on accepter ça ?

Comment peut-on accepter et laisser faire de telle méthode sachant que ce sont des personnes responsables, comme nous tous et peut-être bien plus, qu'ils connaissent les risques et que des protocoles sanitaires et de sécurité clairs existent partout ? Cette culpabilité est immonde, stigmatisante et inacceptable dans le pays des droits de l'homme.

C'en est de même avec le "Pass-vaccinal" qui porte bien son nom. C'est un cousin du "Pass" qui permet d'aller dans un parc d'attractions et d'accéder à toutes les activités, les hôtels, etc... Sauf qu'ici, il concerne la vie de tous les jours, il concerne toute la population, et même les enfants à partir de douze ans sans savoir pourquoi. Sans ce laissez-passer, cette autorisation de circulation, plus question d'aller dans un bar ou restaurant, dans un stade, une salle de spectacle ou un cinéma. Il ne sera plus possible de prendre l'avion, le bateau et, pire, le train pour aller voir ses proches.



ET que dire de l'obligation du "Pass" pour se rendre à l'hôpital, que ce soit pour une visite à un proche ou pire pour une consultation. L'hôpital public, sanctuaire de la garantie de soins pour tous quelle que soit la situation sociale, devient un lieu discriminant où les cas individuels différents seraient un frein et un refus à l'accès aux soins. Nous n'avons jamais connu ça dans notre pays. Peut-on, là aussi laisser des personnes en difficulté parce qu'elles pensent et agissent autrement que le diktat de la bien pensée, de la pression politique et médiatique ? Battons-nous pour une réelle égalité de traitement partout et tout le temps. Ne nous laissons pas aveugler par la division.

De mémoire, il existe déjà des mesures autres que ce "Graal" comme la distanciation, le port du masque et le lavage de mains qui ont et continuent de faire leurs preuves. Ça ne posait pas problème voilà quelques mois et voilà que ce ne serait plus possible de faire avec ? Comprenez qui pourra ! A qui rapporte le crime des ventes de vaccins ? Que dire de l'inexistant débat sur les médicaments qui pourraient soigner plutôt que de rendre le vaccin obligatoire ?

A ce sujet, l'institut Pasteur de LILLE vient d'avoir l'autorisation au bout de six mois, de tester un suppositoire ancien contre le Covid. Pourquoi avoir attendu aussi longtemps ?

Un traitement contre la galle est efficace et l'Inde l'utilise depuis sa vague épidémique.

A entendre plusieurs chercheurs et médecins, pas des experts de pacotille, d'autres molécules sont efficaces. Alors pourquoi se focaliser sur les vaccins et qu'on ne vaccine pas en période d'épidémie ?

Cette conditionnalité pour certains, cette sorte de contrainte pour d'autres, à pouvoir vivre presque normalement porte plusieurs

noms : le racisme, la ségrégation ou encore l'apartheid. Et c'est ne pas être complotiste de dire ça, les mots ont leurs définitions, il faut simplement les regarder. Peut-on assimiler ce permis de vivre et de circuler à d'autres signes distinctifs ayant eu cours par le passé ici ou ailleurs ? On nous dit que nous sommes en guerre, c'est un conseil de défense et un conseil scientifique (de guerre) qui gèrent le pays en lieu et place du parlement, les préfets ont les pleins pouvoirs, à vous de juger.

La face de ces déclarations !

Macron ne s'est malheureusement pas arrêté à ces seules annonces. Comme attendu, il compte mettre en place sa réforme sur l'assurance-chômage à partir du 1^{er} octobre. Pour le patronat, il est urgent que ceux qui sont contraints de perdre leur travail puissent devenir une armée de réserve plus conséquente qu'actuellement et faire pression sur les indemnités en même temps que sur les salaires. Cette réforme inique va plonger des dizaines de milliers de chômeurs dans une précarité encore plus grande qu'actuellement. Les conséquences seront gravissimes et dévastatrices.

L'exemple de Macron qui dit qu'on ne doit pas gagner plus sans travail qu'avec un travail est tout simplement insultant et il nie le rapport entre travail et salaire. **Les privés de travail ne sont pas responsables de leur chômage, c'est le patronat le coupable.** La précarité n'est pas une fin en soi et les différents plans des différents gouvernements n'ont fait qu'accentuer ce maudit phénomène. Seul le travail bien payé, pas comme maintenant, permet de pouvoir vivre et de s'émanciper.

La réforme des retraites : une conquête sociale issue des luttes des travailleurs qu'il faut absolument détruire au profit des

marchés financiers, c'est de ça qu'il s'agit pour Macron et le patronat, les capitalistes, quoi. Travailler plus longtemps, jusqu'à 64 ans est la première étape puisqu'il faudrait sauver le régime par répartition de cette manière ! Faire travailler les salariés plus est une vieille idée du patronat qui débute dès la mise en place de la Sécurité Sociale après guerre. Les jeunes devraient regarder les plus vieux se tuer au boulot tandis qu'ils seront dans la plus grande précarité.



RÉFORME

Assurance Chômage

**Le Gouvernement sourd
à la situation sociale...**

Les mesures successives depuis trente ans d'allongement du temps de travail pour partir en retraite, n'ont rien donné de positif. Au contraire, elles ont affecté tant les finances du régime que les salariés qui sont partis : temps de travail plus long et baisse des pensions lors du départ sont les deux faces d'une même pièce. En parallèle, une majorité de Français veut partir du travail dès 58 ans. Cherchez l'erreur.

Pour que l'âge de départ soit validé, il doit passer devant le parlement lors du débat et du vote de la loi de finances de la Sécurité Sociale fin octobre. Pour autant, nous ne devons pas attendre la rentrée pour convaincre et mobiliser en masse. Nous devons commencer les discussions avec les salariés dès maintenant.

Ce que ne dit pas Macron, c'est que ça ne suffira pas et que le régime par points doit devenir la norme pour tous, pour les futurs retraités comme pour les retraités actuels. Rappelons-nous le coup de 2020 avec l'article

49-3 et le passage en force contre les manifestants et le débat parlementaire. Le système des retraites n'est pas en déficit chronique. Il est plombé par les exonérations de cotisations d'une grande partie de salaires, du sous-emploi, du chômage de masse, de la faiblesse des salaires et des cotisations, quand elles existent.

Une jeunesse sacrifiée !

Concernant la jeunesse, Macron annonce pour les moins de 25 ans un "Revenu d'engagement pour les jeunes". C'est un versement de 500 € pour les jeunes sans emploi ni formation. Pourquoi pas, mais il y a loup. Ils auront des devoirs et le principal sera la recherche active d'un boulot, c'est là que le patronat a joué sa partition. La recherche active sera sûre, selon leur propos, "les métiers sous tension". En clair, tous les métiers dans les secteurs qui ne trouvent pas preneur comme la restauration et les métiers de bouche, le bâtiment, les travaux publics, la logistique, le commerce. Nous pouvons faire le constat que ces secteurs ont une politique salariale au ras des pâquerettes, sans dispositif de formation continue et qualifiante, et quasi sans perspective de déroulement de carrière. Le travail sera obligatoire sous peine de radiation des droits. Nous pourrions assimiler ce dispositif à du travail obligatoire. Il répond aux revendications de la droite, de l'extrême-droite et d'une partie des socio-démocrates.

Pour finir, il nous a dit que tout allait bien pour l'économie, que la croissance repartait, que les plans de licenciement étaient en dessous des prévisions et qu'il s'occupait de la sécurité du pays. Bref, pourquoi s'alarmer quand tous les voyants capitalistes sont au vert ? La déconnexion est bien réelle.

Ce système d'exploitation capitaliste, la mondialisation, l'économie de marché et notre appartenance dogmatique à l'Union Européenne et à ces règles ultralibérales

font de notre époque une des pires depuis presque 70 ans. Nous vivons depuis 40 ans dans une spirale régressive qui a vu les droits des travailleurs reculés au profit du camp d'en face. Nos conquies s'effondrent les uns après les autres sous le rouleau compresseur capitaliste avec des moyens financiers, politiques et médiatiques que nous n'avons pas, que nous n'avons jamais eus et que nous n'aurons probablement jamais.



Pour autant, nous avons des atouts que la plupart d'entre nous ignorons : **la force par le nombre, la force de conviction**, le pouvoir de bloquer l'économie, la conviction qu'un autre modèle social et économique est possible et réalisable, la prise de contrôle des moyens de

production, des services, et des services publics et enfin la volonté de se sortir de ces situations individuelles et de travailler pour l'intérêt général et le collectif. Pour cela, il suffirait d'ouvrir les débats, d'argumenter, de convaincre et le champ des possibles pourrait s'entrevoir. Il y a un espoir, saisissons-le.

La CGT a pour devise la double besogne : s'occuper du carreau cassé, de la feuille de paye et le changement de société. Pour cela, nous avons des revendications qui changent radicalement notre vision de voir l'avenir, qui donnent des perspectives pour un monde meilleur.

Macron nous a annoncé des mesures qui mécontentent une très grande partie des travailleurs. Nous devons nous mobiliser, tous ensemble, pour lui montrer comme au patronat, que nous ne sommes pas des moutons mais bien des loups en meute.

Il a dit que nous étions en guerre... Rentrons en résistance, il en est de notre avenir et de celui de nos enfants. Ne laissons pas ce combat aux générations futures, il sera trop tard.

Prenons nos responsabilités maintenant.

